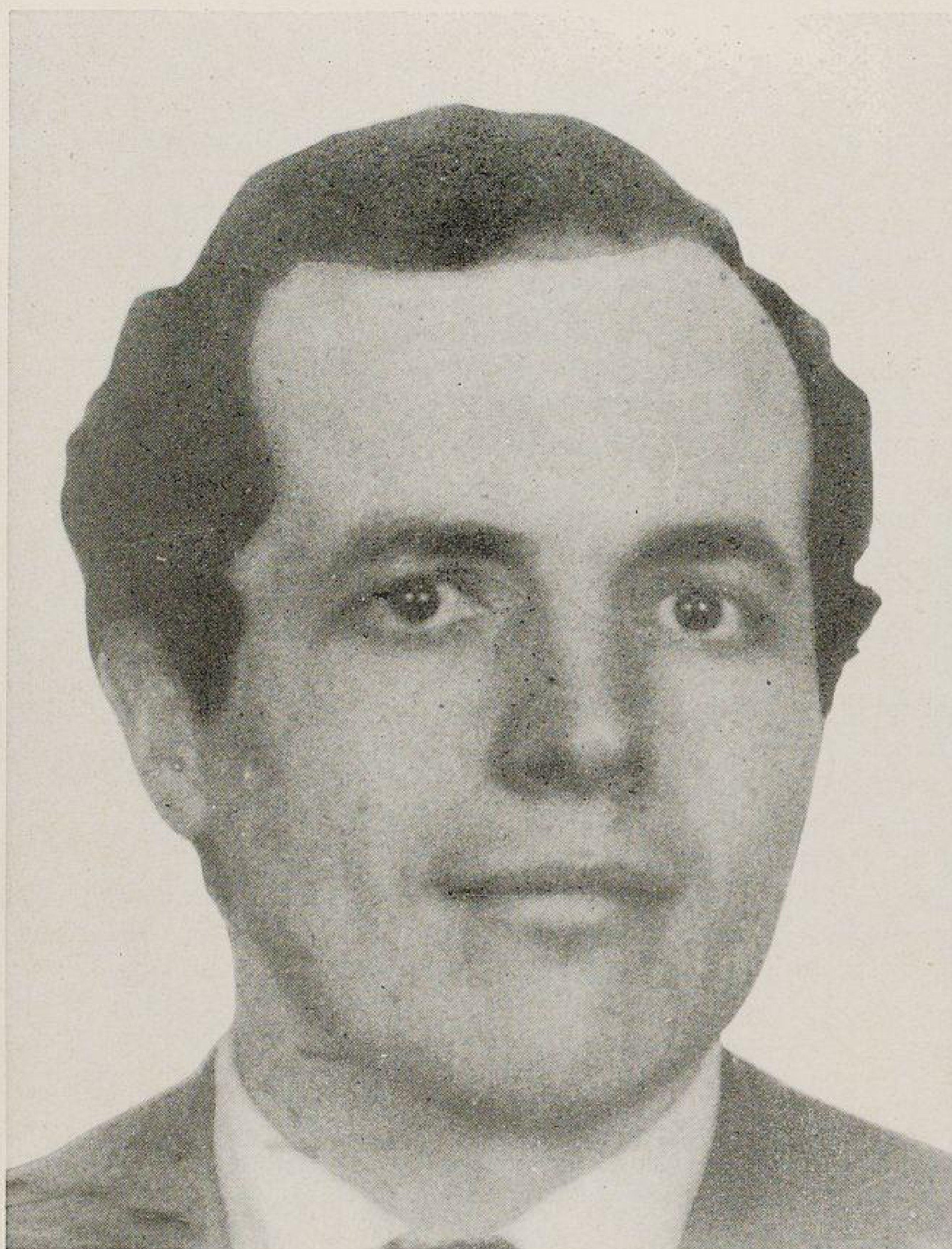
pour LA FRANCE
UNE MAJORITÉ RESPONSABLE



Agé de 30 ans,
Grégoire DIREZ est originaire de Bessy-sur-Cure, près de Vézelay. Ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, il effectue son service militaire dans l'armée de l'air (il est actuellement lieutenant de réserve), puis entre au service de l'Etat. Sorti de l'Ecole Nationale d'Administration en 1979, il travaille à la Direction du Budget (au ministère de l'Economie et des Finances) où il est spécialisé dans les problèmes industriels et énergétiques. Il enseigne également l'Economie à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Grégoire DIREZ

Suppléant: **Simone RIGNAULT**



Institutrice depuis près de 20 ans,
Madame RIGNAULT
enseigne à Luzy depuis 1969.
Elle est mère de quatre enfants.

VU LE CANDIDAT,

Imp. BERNADAT LUZY

Château-Chinon, le 8 juin 1981

Madame, Mademoiselle, Monsieur

François Mitterrand est désormais le Président de tous les Français. Son élection traduit un profond désir de changement, non la volonté de bouleverser notre société. L'avenir de la France ne saurait être l'enjeu d'un pari, ou l'objet d'une expérience.

Ce changement, **seule une majorité unie et responsable peut le réussir.**

Créer des emplois durables, assurer une progression réelle et continue du pouvoir d'achat, libérer les initiatives, renforcer la solidarité nationale, tel est notre programme, tel est le changement souhaité par les Français, voilà ce que nous voulons entreprendre.

Créer des emplois durables. Ce n'est pas le déficit budgétaire, ce ne sont pas les nationalisations qui stimuleront la croissance. Bien au contraire, ce sont les petites et moyennes entreprises, agricoles, industrielles, commerciales, artisanales qui produisent la richesse nationale. C'est en allégeant leurs charges et non en les alourdissant, que l'on peut relancer l'investissement et créer des emplois durables.

Assurer une progression réelle et continue du pouvoir d'achat. Le gonflement des dépenses publiques, l'argent cher, l'alourdissement des charges des entreprises ne peuvent qu'accélérer l'inflation. La hausse des prix et la baisse du franc auront vite fait de réduire à néant les augmentations de salaire et ne permettront pas le maintien du revenu des agriculteurs.

Libérer les initiatives. Le poids des impôts et des cotisations sociales est aujourd'hui excessif. Il faut freiner les dépenses publiques afin de réduire les impôts (en supprimant par priorité l'impôt sur le revenu payé par les ménages qui gagnent moins de 5.000 Frs. par mois). Libérer les initiatives, c'est aussi réduire le poids des règlements et des contrôles, et confier aux régions et aux collectivités locales toutes les tâches qu'elles peuvent, mieux que l'Etat, exercer.

Renforcer la solidarité nationale. La solidarité sociale est la finalité de toute action politique. Le développement économique en est la condition. Ainsi pour payer les retraites, augmenter l'I.V.D., accroître le minimum vieillesse, et développer les services rendus aux personnes âgées ; ainsi pour revaloriser les allocations familiales et assurer aux mères de 3 enfants, comme Jacques Chirac l'a déjà fait à Paris, un revenu familial équivalent au SMIC.

Le changement ne doit pas être un feu de paille noyé sous les premiers orages de l'été. Il est une oeuvre de longue haleine. Conduisons-le ensemble dans le respect des institutions, le maintien des libertés et l'unité nationale.

Par avance, je vous remercie de votre soutien.

[signature]